

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques

## Le combat des catholiques vietnamiens pour la justice



Depuis le **15 août 2008**, des centaines de catholiques manifestent quotidiennement à Ha Noi pour demander la restitution d'une parcelle d'un terrain de l'église confisqué par le régime communiste dans les années 1950.

La parcelle en question possède une surface de 16 000m<sup>2</sup> et faisait partie d'un terrain de 6

hectares acquis par les Pères Rédemptoristes français à Ha Noi au début du siècle. Le terrain a ensuite légué à l'Eglise vietnamienne. Après le départ de la France en 1954 et l'instauration d'un régime communiste au Nord-Vietnam, les missionnaires étrangers ont été rapidement expulsés. A partir des années 1960, le pouvoir communiste a ensuite entrepris la confiscation par morceaux du terrain et les bâtiments qui y sont installés pour en faire un dispensaire, une usine de textile et divers organismes publics. le tout sans aucune trace écrite. De nos jours, la paroisse de Thai Ha ne possède plus que 10% du terrain initial.

Depuis 1996, les prêtres sur place ont adressé régulièrement plusieurs plaintes à la municipalité pour réclamer la restitution de l'intégralité de leur terrain. Ces plaintes sont restées sans réponse pendant plus de 10 ans. Les choses se sont envenimées fin 2007 lorsque l'usine de textile

a cessé ses activités et la municipalité entreprend de vendre le terrain aux entreprises privées, avec la perspective d'en tirer un très bon prix à cause de la bulle immobilière.

Entre **janvier et février 2008**, les prêtres de la paroisse avaient déjà mobilisé les fidèles pour faire des veillées de prière et réclamer la restitution des parcelles confisquées.

Le **15 août 2008**, après les cérémonies religieuses de l'Assomption, les paroissiens ont posé une statue de la Vierge Marie dans le terrain contesté et mènent depuis ce jour des manifestations quotidiennes par la prière. D'abord attentistes, les autorités communistes vietnamiennes ont réagit en organisant une campagne de diffamation dans la presse d'état contre les catholiques de Thai Ha. Devant l'échec de cette solution, la police commence à arrêter à partir du **26 août** les personnes considérées comme les

### Sommaire

- 1 — Le combat des catholiques vietnamiens pour la justice
- 3 — Des centaines de catholiques en colère dans les rues
- 4 — Les évêques vietnamiens élèvent le débat
- 7 — Des parlementaires US écrivent aux autorités vietnamiennes
- 8 — Un reporter d'AP battu par la police vietnamienne
- 9 — Des groupes dissidents dénoncent des arrestations
- 10 — Des anniversaires gênants
- 12 — Deux ans et demi de prison ...

meneurs de la contestation.

Le **28 août**, des centaines de paroissiens se rassemblent devant le commissariat de Dong Da (Hanoi) pour réclamer la libération de quatre des leurs. Le face à face dure toute la journée et dégénère dans la soirée lorsque la police a dispersé la foule aux moyens de gaz lacrymogènes et de matraques électriques. Plusieurs catholiques sont blessés durant cette soirée là. Les mêmes événements se répètent le **31 août**.

A partir de début septembre, la cause des catholiques de Thai Ha reçoit un large soutien du clergé. Le **4 septembre**, 77 prêtres envoient une lettre commune de soutien à la paroisse de Thai Ha. Le 6 septembre, l'archevêque Ngo Quang Kiet apporte publiquement son soutien aux manifestants. A Saigon, plusieurs messes et cérémonies de prière ont été organisées en soutien aux catholiques du Nord.

Dimanche **6 septembre**, 6000 fidèles assistent à la messe à Thai Ha. Après la messe, ils se rendent en procession sur la parcelle de terrain contesté pour y prier. Les 9 et 10 septembre, les évêques de Bac Ninh, Thanh Hoa, Vinh, et Lang Son (villes et provinces du Nord-Vietnam) se rendent à Thai Ha en soutien aux catholiques. Le **11 septembre**, l'archidiocèse demande la libération des 7 catholiques arrêtées le 28 août (Le Thi Hoi, Nguyen Thi Nhi, Le Quang Kien, Ngo Thi Dung, Nguyen Dac Hung, Thai Thanh Hai, Nguyen Thi Viet) Le **12 septembre**, l'archidiocèse proteste contre les autorités pour la couverture biaisée de l'événement par la télévision d'état. Le 13 septembre, un millier de personnes assistent à la messe à la cathédrale St-Joseph. Après la messe, elles se sont rendues devant les grilles de l'ancienne ambassade du Vatican, autre lieu de contestation où l'état vietnamien a promis en mars 2008 la restitu-

tion à l'église. Le 15 septembre, Mgr Legrez, évêque de St-Claude dans le Jura, rend visite aux catholiques de Thai Ha. L'arrivée d'un évêque français déclenche une vague de joies parmi les fidèles et religieux vietnamiens.

Soudainement, le **19 septembre**, la municipalité décide unilatéralement de transformer l'ancienne ambassade du Vatican, au



42 rue Nha Chung, en jardin public. Les travaux démarrent aussitôt. Des bulldozers arrivent sous la protection des policiers et détruisent les bâtiments secondaires dans la propriété. Au fil de la journée, les catholiques se rassemblent pacifiquement devant le chantier qui est protégé par des barbelés et des policiers anti-émeutes. La zone est déclarée interdite de photos. Ben Stocking, reporter de l'agence Associated Press en a fait les frais (voir page 8).

Le **20 septembre**, l'archevêque Ngo Quang Kiet est convoqué par les autorités locales. Devant le Comité Populaire (Conseil Municipal), Mgr Kiet réaffirme la détermination de l'église à récupérer les biens qui lui appartiennent et qui sont actuellement utilisés à des fins lucratives. Les médias d'état ont rapporté l'entrevue en déformant les paroles de Mgr Kiet. Le soir même, une veillée de prière rassemble 5000 personnes devant l'ancienne ambassade du Vatican.

Le dimanche **21 septembre**, plus de 10 000 personnes ont assisté aux diverses messes célébrées à la Cathédrale St-Joseph puis ont marché vers le n° 42 rue Nha Chung. Le soir du 22, des centaines de jeunes en uniforme des jeunesses communistes accompagnés de voyous ont terrorisé les catholiques et saccagé une église. La police les laisse faire. Le **24 septembre**, des employés municipaux accompagnés de membres du parti communiste ont démonté les objets du culte déposés par les catholiques dans l'enceinte de la nonciature. Le même jour, Loretta Sanchez, députée de la Californie, rends publique une lettre co-signée avec 6 autres députés américains exprimant leur réprobation sur le traitement de ce conflit par le gouvernement vietnamien.

Le **26 septembre**, le Conseil épiscopal vietnamien exprime publiquement son soutien aux catholiques de Hanoi et de Thai Ha. Les évêques vietnamiens demandent que la propriété privée des biens et des terres soit rétablie conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits de l'homme. Sans une telle réforme, les conflits iront en s'amplifiant.

Le **29 septembre**, les autorités communistes annoncent des poursuites judiciaires contre plusieurs catholiques et prêtres pour avoir déposé des objets du culte en dehors des lieux autorisés par l'ordonnance sur les religions de 2006.

Devant ces événements, les vietnamiens à l'étranger ne restent pas indifférents. Plusieurs manifestations et messes de soutien se sont déroulées depuis la fin août à Houston, Los Angeles, Melbourne, Paris, Oslo. Une veillée de prière et de soutien à Los Angeles a rassemblé 10 000 personnes. D'autres actions sont à suivre.





# Des centaines de catholiques en colère dans les rues d'Hanoï

Le Monde, 24.09.2008

Du jamais-vu au Vietnam communiste : par centaines, venus de toutes les paroisses d'Hanoï, des prêtres, des séminaristes et des fidèles laïques chantent et prient derrière des barbelés et barrières métalliques. En plein centre de la capitale, la propriété de l'ancienne délégation apostolique (représentation du Vatican), voisine de la cathédrale Saint-Joseph et de l'archevêché, a été transformée, en trois jours, en espace vert.

Le "coup de force" contre un terrain que l'Eglise revendique comme un bien propre - abandonné aux communistes après le départ de la France en 1954 - a eu lieu vendredi 19 septembre. Des bulldozers ont détruit le mur de clôture de la délégation, avant que les pelleteuses n'entament la construction d'un parc public. Sur le chantier, il ne reste plus que la résidence de l'ancien délégué du pape et une statue de la pietà.

La mobilisation de la population catholique a été immédiate et s'est amplifiée après la messe qui, dimanche 21 septembre à la cathédrale, a réuni 10 000 fidèles. Une procession de prières a conduit des centaines d'entre eux

jusqu'à la propriété contestée. Depuis, selon l'agence Eglises d'Asie (des Missions étrangères de Paris), un face-à-face tendu les oppose aux forces de police qui cernent encore le quartier et bloquent les extrémités de la rue Nhà chung, qui mène au bâtiment. Ben Stocking, directeur du bureau local d'Associated Press, a été frappé à la tête.

Des haut-parleurs diffusent les dépêches des agences internationales, de la BBC et de Radio Free Asia, ainsi que la diatribe de l'archevêque d'Hanoï, Mgr Ngô Qiang Kiêt, qui dénonce une "action illégale à rebours de la ligne du dialogue" choisie par l'Eglise. Une action qui "foule aux pieds la morale, la conscience de chaque homme à l'égard d'une religion reconnue par l'Etat". Des autres diocèses, parviennent des messages de soutien, dont celui du cardinal Pham Minh Man, archevêque d'Ho Chi Minh-Ville.

## VOCATION SOCIALE

La rétrocession à l'Eglise de ses anciennes propriétés est la revendication majeure des catholiques du Vietnam (8 % à 10 % de la population). En plein centre d'Hanoï, le site de l'ancienne délégation apostolique est le plus symbolique. Des manifestations pacifiques y avaient déjà eu lieu en décembre 2007 et avaient été stoppées à l'initiative du Vatican. Mais d'autres ont éclaté à la paroisse de Thai Ha, dans un autre quartier d'Hanoï, tenue par des religieux rédemptoristes, dont l'Etat revendique aussi la propriété. Dans la nuit de dimanche, des incidents ont même eu lieu, provoqués

par les Jeunesses communistes.

Le pouvoir et la presse officielle accusent l'archevêque d'Hanoï d'avoir politisé cette affaire, "humilié et calomnié les autorités" et de porter atteinte à l'unité nationale. "Ce comportement viole sérieusement les lois et doit être dûment puni", écrit un quotidien.

Cette épreuve de force rompt la détente observée avec la politique d'ouverture (*doi moi*) et de desserrement de la contrainte religieuse décidée par le régime au début des années 1990. Le Vietnam et le Vatican n'ont pas de relations diplomatiques, mais, chaque année, une commission bilatérale se réunit à Hanoï pour examiner les questions liées à la nomination des évêques et à la liberté d'exercice du culte. Le numerus clausus a ainsi été levé à l'entrée de séminaires désormais très remplis.

De source catholique, la riposte serait justifiée par le non-respect des promesses faites au sujet de la destination des biens d'Eglise spoliés par l'Etat. Les catholiques entendent disposer d'espaces pour pouvoir construire des écoles et des hôpitaux, conformément à leur vocation sociale. De son côté, le pouvoir serait divisé entre les partisans d'un apaisement, qui craignent pour l'image du pays, et les partisans de la manière forte pour qui toute rétrocession de biens à l'Eglise catholique entraînerait des revendications identiques chez les protestants (165 lieux sont revendiqués) et chez les bouddhistes, en plus grand nombre encore.

Henri Tincq



# Les évêques vietnamiens réproouvent les récentes violences, calment le jeu et élèvent le débat

## EGLISE D'ASIE

**A** l'issue de la réunion de la Conférence épiscopale qui s'est tenue dans le diocèse de Xuân Lộc et s'est achevée le 25 septembre, les évêques du Vietnam ont rendu public deux documents en rapport avec le conflit qui oppose la communauté catholique de Hanoi aux autorités locales et a donné lieu, ces jours derniers, à un certain nombre d'actions violentes de la part du pouvoir.

Le premier texte est une réponse brève et sèche à une lettre du Comité populaire de Hanoi demandant aux évêques de sanctionner sévèrement les responsables de l'archidiocèse de Hanoi. Le second texte, plus long, prend de la hauteur par rapport aux événements récents dont il n'évoque pas les détails concrets. Les évêques proposent une analyse du conflit ainsi qu'une solution radicale. La question des terres et l'actuelle multiplication des réclamations en ce domaine sont à la source du malaise social, qui, aujourd'hui, ne touche pas seulement les religions mais la société vietnamienne tout entière.

Les évêques proposent que l'actuelle législation sur les terres soit totalement amendée. Ils demandent en particulier que la propriété privée des biens et des terres soit rétablie conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits de l'homme. Sans une telle réforme, les conflits iront en s'amplifiant. Cependant, les évêques s'abstiennent de mettre en cause le dernier dogme marxiste conservé

par le Parti communiste vietnamien, à savoir « *la propriété et de la terre par le peuple tout entier* ». Analysant le conflit actuel, les évêques jugent qu'il a été envenimé par certains défauts structurels de la société vietnamienne d'aujourd'hui, Ils soulignent, en particulier, le mépris de la vérité et la « *malhonnêteté* » qui règnent dans la presse officielle qui a déformé et tronqué les nouvelles.

L'épiscopat vietnamien réproouve la violence qui a été utilisée au cours du conflit et demande à tous de renoncer à son usage aussi bien dans les actes que dans le vocabulaire. Au total, les évêques affichent une prise de position claire et sans ambiguïté, tout en essayant d'apaiser les esprits. Les textes ci-dessous émanent directement de la conférence épiscopale et ont été traduit du vietnamien par la rédaction d'*Eglises d'Asie*.

(EDA, jm, ra)



## Lettre de la Conférence épiscopale du Vietnam au Comité populaire de la ville de Hanoi

**25 septembre 2008**

Nous avons bien reçu la lettre N° 437/UY BAN NHAN DAN-NC, signée par M. le président du Comité populaire de la ville de Hanoi, le 23 septembre 2008, et concernant « *les sanctions des infractions de certains ecclésiastiques du diocèse de Hanoi* ». Dans cette lettre, le Comité populaire propose à la Conférence épiscopale, « *après examen et jugement* », de proposer de sérieuses sanctions, conformément aux dispositions législatives de l'Eglise, à l'encontre de l'archevêque Ngô Quang Kiêt, du prêtre Vu Khôi Phung et des ecclésiastiques Nguyễn Van Khai et Nguyễn Ngoc Nam Phong.

Après examen, nous constatons que les personnes citées n'ont rien fait qui soit contraire au droit canon actuellement en vigueur dans l'Eglise catholique. Nous tenons à faire connaître cela clairement au Comité populaire. En même temps, nous lui envoyons en annexe le texte intitulé : « *Ce que pense la Conférence épiscopale d'un certain nombre de problèmes posés par la situation actuelle* » pour que le Comité soit davantage informé.

# Ce que pense la Conférence épiscopale d'un certain nombre de problèmes posés par la situation actuelle

Les joies et les espérances, les souffrances et les soucis du peuple vietnamien sont nos joies et nos espérances, nos souffrances et nos soucis, nous, les évêques de la Conférence épiscopale du Vietnam. L'Eglise n'a pas pour fonction de faire de la politique, mais elle ne se tient pas en marge de la société. Dès lors, en tant que dirigeants au sein de l'Eglise catholique, nous avons la responsabilité d'enseigner la doctrine sociale de l'Eglise, pour la promotion de l'homme et de la vie sociale dans son intégralité. Après avoir prié et échangé entre nous, nous voulons exposer nos conceptions concernant un certain nombre de questions relatives à la situation actuelle.

## I) Situation

1) Le délai entre les plaintes concernant les terrains et leur règlement ne cesse de se prolonger. Il n'a pas encore été donné une réponse satisfaisante aux problèmes posés par les réclamations de terrain, qui est le problème du moment. Parmi ces réclamations de terrains, il y a celles des religions en général et de l'Eglise catholique en particulier. Pour prendre un exemple concret, il faut citer celle qui concerne la Délégation apostolique située aux 42 de la rue Nha Chung, et de la paroisse de Thai Ha (178 Nguyễn Lương Bang, Hanoi). Il y a certainement de nombreux motifs qui ont conduit à cette situation. Ici, nous voulons porter notre attention spécialement sur un point. La loi sur les terrains a été amendée à plusieurs reprises mais elle est encore insuffisante, elle n'est pas adaptée aux actuels

changements de la vie sociale. Elle ne se préoccupe pas du droit de propriété légitime du citoyen. En outre, le fléau de la concussion et de la corruption ne fait qu'aggraver encore la situation. Il semble qu'il n'y aura pas de solution radicale si l'on ne tient pas compte de ces deux éléments.

2) Dans le règlement des conflits, un certain nombre de médias, au lieu de servir d'intermédiaires et d'aider à la compréhension, cherchent à créer la sensation et à jeter le soupçon. Alors qu'aujourd'hui, les médias se développent puissamment et rapidement, on devrait voir s'intensifier la compréhension des hommes et se développer leur solidarité. Mais, en réalité, les moyens de communication ne sont utiles à l'homme et à la communauté sociale que s'ils servent la vérité et reflètent la réalité d'une façon sincère. Aujourd'hui, l'une des réalités qui froissent la conscience des hommes est la malhonnêteté en de nombreux domaines, y compris dans le milieu qui a le plus besoin de la vérité, à savoir l'éducation scolaire. Tous ceux qui sont préoccupés par l'avenir de notre pays ne

peuvent se désintéresser de cet état de choses.

3) Dans leur démarche pour donner une solution aux conflits évoqués ci-dessus, un certain nombre de personnes s'orientent vers l'utilisation de la violence et ainsi ajoutent encore à l'injustice existant dans la société. Cet état de choses est en train de se développer non seulement dans les grandes problèmes de la société, mais aussi dans la vie familiale ou encore à l'école. La violence et l'agressivité ont leur source au cœur même de l'homme, lieu où continue sans trêve le combat entre le bien et le mal, entre la lumière et les ténèbres. S'il n'est pas orienté et formé, l'homme sera facilement entraîné par les passions égoïstes et ainsi le mal s'introduira dans la vie sociale. C'est pourquoi l'éducation morale et la formation de la conscience sont de la responsabilité fondamentale de l'ensemble de la société et exigent la participation positive des citoyens comme des organisations sociales.

## II) Conception

Devant une telle situation, nous formulons les propositions suivantes :

1) Avant tout, la loi sur les terrains comportant de nombreuses insuffisances, il convient de la transformer complètement. Cette transformation doit prendre en compte le droit de propriété des individus conformément à ce que déclare la Déclaration des Nations Unies sur les droits de l'homme : « *Tous les hommes jouissent du droit de propriété sur leurs biens et sur leurs terres, seuls*



L'Eglise vietnamienne soutient sans réserve les actions des catholiques de Ha Noi



ou associés avec d'autres, et personne ne peut être dépouillé de ses biens d'une façon arbitraire » (article 17). C'est pourquoi nous considérons qu'au lieu de régler les problèmes au cas par cas, de façon particulière, les responsables devraient chercher une solution plus radicale, en laissant aux citoyens le droit d'être propriétaire de leurs biens et de leurs terres. Par ailleurs, ces citoyens devront être conscients de leurs responsabilités à l'égard de la société. Il s'agit là d'une exigence rendue encore plus pressante par le contexte de la mondialisation actuelle, alors que le Vietnam s'adapte de plus en plus au rythme de vie commun à toute la planète. Cela constituera les prémices d'un règlement radical du problème des plaintes des citoyens concernant les terrains. Cela contribuera aussi à l'expansion économique et au développement assuré de notre pays.

2) D'autre part, la morale professionnelle exige que les personnes qui travaillent dans les médias respectent la vérité. En

fait, des nouvelles sont déformées, tronquées, comme dans le cas du conflit sur la propriété de l'ancienne Délégation apostolique. C'est pourquoi nous proposons que les personnes qui travaillent dans les médias prennent les plus grandes précautions lorsqu'ils publient des nouvelles ou des photos, surtout en rapport avec l'honneur et le bon renom d'un individu ou d'une communauté. Lorsque des informations erronées ont été publiées, il est nécessaire de les rectifier. Ce n'est qu'en respectant la vérité que les médias accompliront la fonction qui est la leur, à savoir diffuser des nouvelles et éduquer afin d'édifier une société juste, démocratique et civilisée.

3) La tradition morale et culturelle du peuple vietnamien a toujours mis en valeur les sentiments d'amitié, d'estime et de concorde qui animent les relations sociales. Il est regrettable que, dans le règlement des conflits récents, ont été commises des actions qui ont recouru à la violence et ont rompu les liens de concorde existants. C'est

pourquoi nous souhaitons ardemment que tous renoncent à toute forme de violence aussi bien dans les actes que dans le vocabulaire. Il convient aussi de ne pas envisager les conflits actuels sous l'angle politique ou pénal. On ne pourra parvenir à une solution adéquate que par un dialogue franc, ouvert et sincère, mené dans la paix et le respect mutuel.

Ces réflexions ont pour source le désir de contribuer positivement au bon développement du pays. Selon notre souhait, elles sont adressées à tous nos frères et sœurs catholiques et à tous les hommes de bonne volonté. Nous sommes persuadés que, lorsque, tous ensemble, nous édifierons notre pays sur la base de la justice, de la vérité et de l'amour, notre patrie, le Vietnam, sera de plus en plus riche, procurera le bonheur et la prospérité et contribuera à l'édification d'un monde meilleur.

à l'évêché de Xuân Lộc, pour la Conférence épiscopale

**Mgr Pierre Nguyễn Văn Nhơn**

## Des parlementaires américains s'indignent du traitement des manifestations des catholiques

WASHINGTON—24.09.2008

**La** députée Loretta Sanchez a conduit un groupe biparti de députés de la Chambre dans la rédaction d'une lettre destinée au président Nguyen Minh Triet pour exprimer leurs graves préoccupations sur les récentes violations des droits de l'homme par le gouvernement du Vietnam. La lettre relate les récentes violences, le harcèlement et l'arrestation de manifestants pacifiques. « Au cours du dernier mois, le

Vietnam a intensifié sa campagne de violence contre des manifestants pacifiques », a déclaré Sanchez. « J'espère que l'administration Bush prendra position contre cette poursuite, par le gouvernement vietnamien, de la violence et des violations des pactes internationaux. Le Vietnam doit changer rapidement s'il veut maintenir de bonnes relations avec les États-Unis. »

Sanchez, qui défend farouchement les droits de l'homme, s'est efforcée au Congrès d'intéresser le pays tout entier aux violations

perpétrées au Vietnam contre les droits de l'homme et contre les droits religieux et a demandé à l'administration Bush d'inscrire le Vietnam sur la liste des pays particulièrement préoccupants (Countries of Particular Concern), qualificatif des pays qui ont causé ou toléré des violations particulièrement graves de la liberté religieuse.

Vous trouverez ci-contre le texte intégral de la lettre.

# Congress of the United States

## Washington, DC 20515

18 septembre 2008

**Son Excellence Nguyen Minh Triet**  
**Président de la République Socialiste du Vietnam**

c/o Ambassade du Vietnam  
1233 20th Street, NW #400  
Washington, DC 20036

Monsieur le Président,

Nous vous écrivons pour vous exprimer nos graves préoccupations au sujet des violations des droits de l'homme et du harcèlement des militants pro-démocratie, actions répressives persistantes dont le gouvernement vietnamien est le responsable.

Les traités internationaux relatifs aux droits civils et politiques, que la République socialiste du Vietnam a signés, accordent aux citoyens le droit d'exercer la liberté d'expression, de réunion et d'association. Pourtant, l'engagement du gouvernement vietnamien sur le respect des droits de l'homme demeure douteux alors que des citoyens subissent encore répression et harcèlement pour avoir exercé leur liberté d'expression.

Plus récemment, des étudiants vietnamiens et des blogueurs ont organisé des manifestations pacifiques dans les rues de Hanoi et Saigon pour exprimer leurs préoccupations sur diverses actions et décisions politiques du gouvernement vietnamien.

Malheureusement, les manifestations ont donné lieu à des violences lorsque la police vietnamienne de sécurité a commencé à harceler et à arrêter de nombreux militants.

En outre, les militants de longue date Le Thi Kim Thu et Pham Van Troi, membres du Comité pour les droits de l'homme au Vietnam, et Nguyen Xuan Nghia, un des chefs de file du Bloc 8406, ont été arrêtés par la police secrète et placés en garde à vue pour avoir protesté en faveur d'une démocratie multipartite au Vietnam.

Nguyen Van Hai, plus communément connu sous le nom de Dieu Cay, a été récemment traduit en justice et condamné à 30 mois de prison pour avoir exprimé sur son blog des questions d'intérêt national telles que la corruption, l'exploitation des travailleurs, et sur la brutalité policière. Un certain nombre d'autres blogueurs ont été convoqués et

mis en résidence surveillée afin de les empêcher d'exprimer leur opposition au gouvernement vietnamien.

Nous savons également que, lors d'une veillée de prière à laquelle participaient plus de 3000 catholiques à Thai Ha, la police de Hanoi a harcelé la foule avec des gaz lacrymogènes, des matraques électriques, et par d'autres mesures répressives. Nous sommes extrêmement alarmés par ces actes de violence ordonnés par le gouvernement vietnamien.

Au cours de la récente visite au Vietnam du Secrétaire d'État adjoint John Negroponte, du gouvernement des États-Unis, il a exhorté le gouvernement vietnamien à accroître la liberté politique et à améliorer son système juridique. Le Secrétaire adjoint Negroponte a également rappelé l'importance des droits de l'homme dans l'amélioration des relations États-Unis - Vietnam.

En tant que membres du Congrès, nous aimerions également rappeler que l'engagement du Vietnam sur les droits de l'homme conditionne le maintien d'une bonne relation États-Unis - Vietnam. Les manifestations pacifiques, les veillées de prière et les blogs sont tous des formes d'expression pacifique que les gens au Viêt Nam ont le droit d'utiliser afin de s'exprimer eux-mêmes. Nous exhortons le gouvernement vietnamien à arrêter de harceler les citoyens et à reconnaître à chaque individu le droit à la liberté d'expression, de religion et d'expression.

Respectueusement,

**Loretta Sanchez**  
Membre du Congrès

**Zoe Lofgren**  
Membre du Congrès

**Madeleine Bordallo**  
Membre du Congrès

**Dana Rohrabacher**  
Membre du Congrès

**Dan Burton**  
Membre du Congrès

**James McGovern**  
Membre du Congrès

**Stephen Cohen**  
Membre du Congrès

**CC:**

- Madame Condoleezza Rice, Secrétaire d'État des États-Unis
- Monsieur Michael Michalak, Ambassadeur des États-Unis au Vietnam
- Son Excellence Pietro Sambi, Nonce Apostolique



# Un journaliste d'AP en détention, battu par la police au Vietnam

PAR JOCELYN GECKER—AP

Un journaliste d'Associated Press au Vietnam a reçu des coups de poing, étranglé et frappé à la tête avec une caméra par la police, qui l'ont arrêté ce vendredi alors qu'il couvrait une veillée de prière catholique dans le pays communiste.



Le reporter Ben Stocking entouré par des policiers vietnamiens

Ben Stocking, le Chef du Bureau de Hanoi pour The Associated Press, a été libéré après une garde à vue d'environ 2 heures et demie et a dû recevoir quatre points de suture derrière sa tête. Son appareil photo a été confisqué par la police.

« Ils m'ont dit que je prenais des photos dans un endroit où je n'étais pas autorisé de prendre des photos. Mais c'est de l'actualité, et je suis allé là dedans » dit Stocking par téléphone depuis Hanoi.

Stocking, 49 ans, couvrait une manifestation de prêtres catholiques et des membres de l'église sur le site de l'ancienne ambassade du Vatican à Hanoi, qui fait actuellement l'objet d'un litige foncier entre l'Eglise et les autorités de la ville.

La ville a commencé à dégager le site vendredi après avoir annoncé la veille qu'elle va utiliser le terrain pour une bibliothèque publique et un parc – c'est un développement significatif dans

une relation déjà tendue entre l'Église et l'État à Hanoi.

Après que le gouvernement communiste du Vietnam ait pris le pouvoir en 1954, il confisqua les biens de nombreux propriétaires terriens, y compris l'Église catholique. L'Église affirme qu'elle possède les documents démontrant sa propriété sur ce terrain.

Quelques minutes après son arrivée sur les lieux de la veillée de prière, Stocking dit qu'il a été escorté en dehors par un policier en civil qui a pris son appareil photo et donné des coups de poing, de pied lorsqu'il lui a demandé de rendre son appareil.

Emmené dans un poste de police pour interrogatoire, Stocking a essayé d'atteindre son appareil photo et un agent « me frappait sur la tête avec mon appareil photo et un autre policier m'a donné un coup de poing dans le visage, directement. » Le coup donné avec l'appareil a ouvert une entaille à l'arrière de sa tête.

Transféré à un autre poste de police afin de faire une déclaration écrite, Stocking a été autorisé à partir avec un officiel de l'ambassade des États-Unis pour aller dans une clinique médicale.

L'AP proteste contre cet incident, demande des excuses des autorités Vietnamiennes concernées et insiste sur la restitution du bien de Stocking.

« Il s'agit d'un grave incident de violence policière et ce traitement d'un journaliste est inacceptable pour n'importe quelle autorité d'un gouverne-

ment civilisé », a déclaré John Daniszewski, directeur de la rédaction de l'actualité internationale d'AP. « Ben Stocking a fait son travail dans le calme, raisonnable et de façon professionnelle quand il a été escorté en dehors et violemment agressé. »

À Washington, le porte-parole du Département d'État Sean McCormack a déclaré que l'administration Bush a demandé au gouvernement vietnamien ce qu'il ferait pour prévenir de tels incidents à l'avenir. Les États-Unis, a-t-il dit, soutiennent la liberté religieuse « que ce soit au Vietnam ou ailleurs dans le monde entier. »

Le porte-parole de l'ambassade des États-Unis, Angela Aggeler, a déclaré qu'une protestation officielle a été déposée auprès du ministère des Affaires étrangères.

Le ministère des Affaires étrangères n'a pas immédiatement réagi par email ou par téléphone au sujet de cet incident.

La violence est rare contre les journalistes internationaux au Vietnam, qui a des contrôles stricts qui régissent les activités de la presse et des déplacements. Les médias étrangers doivent s'inscrire auprès du Ministère des Affaires étrangères, et obtenir la permission d'aller dans les provinces reculées.

La première partie de l'arrestation de Stocking a été filmé par un cameraman anonyme et diffusé sur YouTube.



Le reporter a dû se faire poser quatre points de suture





# Vietnam: des groupes dissidents dénoncent plusieurs arrestations

AFP—11.09.2008

**D**eux partis dissidents, interdits au Vietnam, ont dénoncé jeudi des arrestations de "militants pro-démocratie" dans le pays communiste, dans un climat tendu de manifestations de catholiques.

Selon le Parti démocratique du peuple et le Viet Tan, basé en Californie et que Hanoï qualifie de terroriste, les forces de l'ordre auraient arrêté au moins cinq militants ces derniers jours.

Parmi eux figurerait l'écrivain Nguyen Xuan Nghia, un leader selon le Viet Tan du bloc pro-démocratie 8406, fondé le 8 avril 2006 et qui appelle au pluralisme politique au Vietnam.

Interrogées par l'AFP, les autorités vietnamiennes n'avaient, à ce stade, pas réagi à ces affirmations.

Le Viet Tan souligne la nervosité de Hanoï alors que s'ouvre une troisième semaine de protestations de catholiques dans un quartier de la capitale, Thai Ha. Le contentieux, qui a donné lieu à des face-à-face tendus avec la police, porte sur des terrains saisis il y a plusieurs décennies par les communistes et que les catholiques veulent récupérer.

Les deux partis notent aussi l'approche d'un cinquantenaire délicat pour le pouvoir: l'anniversaire de l'envoi, le 14 septembre 1958, d'une lettre à Pékin du Premier ministre du Nord-Vietnam d'alors, Pham Van Dong, reconnaissant les eaux territoriales chinoises sur une distance incluant les archipels des Spratleys et Paracels.

Cette concession avait été faite au moment où Hanoï s'appuyait sur l'aide de la Chine pour combattre le Sud-Vietnam.

Depuis le contentieux n'a pas été réglé et alimente les débats sur le web, notamment sur les sites dissidents qui dénoncent la politique chinoise et, plus récemment, la note de 1958 de Pham Van Dong.

Le nom de l'écrivain Nguyen Xuan Nghia figure d'ailleurs parmi les signataires d'une pétition qui circule sur internet et demande aux dirigeants vietnamiens de revenir sur cette lettre.

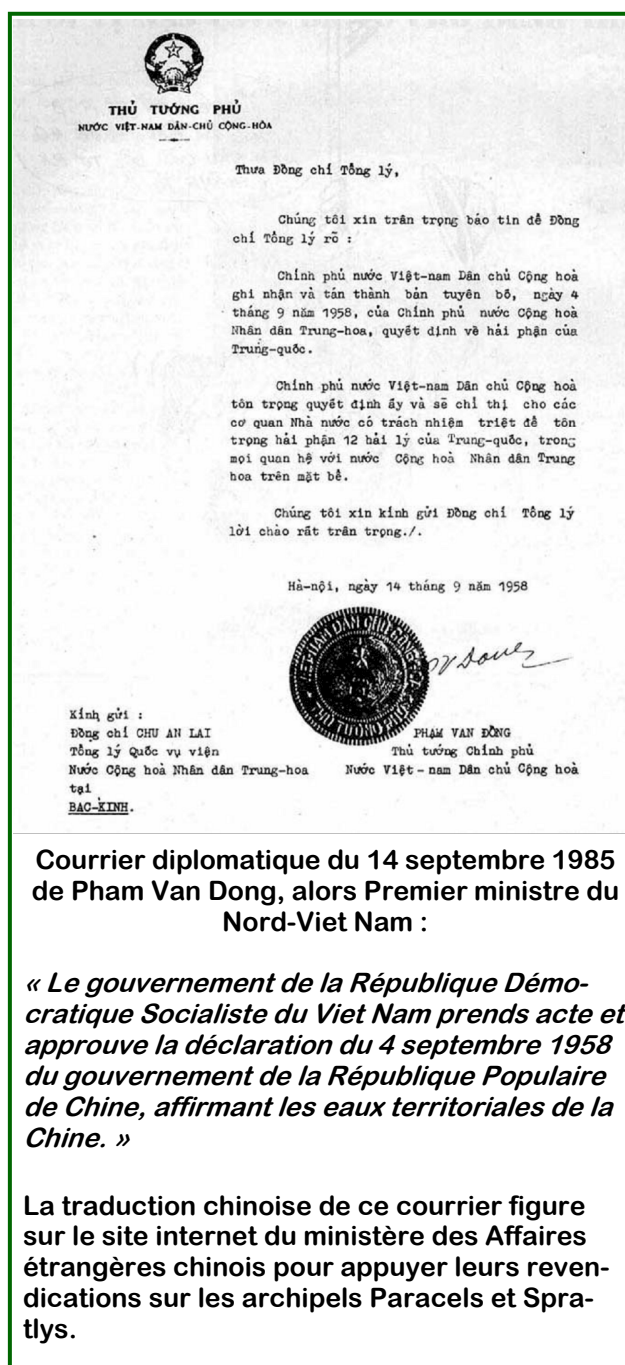
Fin 2007, Hanoï avait laissé des manifestants protester dans la capitale et à Ho Chi Minh-Ville (ex-Saïgon, sud) contre la politique de Pékin dans la zone, la mer de Chine du Sud. Mais toujours soucieux de ménager son grand voisin du nord, elle avait fini par interdire les rassemblements.

Les autorités avaient ensuite empêché toute protestation au passage, fin avril, de la flamme des jeux Olympiques de Pékin à Ho Chi Minh-Ville.

Un blogueur, connu pour son opposition à la politique chinoise en mer de Chine du Sud et arrêté quelques jours avant le relais

olympique, a été condamné mercredi à deux ans et demi de prison.

Pour le Viet Tan, qui relève aussi la visite cette semaine au Vietnam de John Negroponte, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis avec qui le pays communiste a depuis longtemps normalisé ses



# Des anniversaires gênants au Vietnam

Duy Hoang

ASIA TIMES—09.09.2008

**A**u siècle dernier, des générations d'écoliers français ont grandi en apprenant de ne jamais oublier l'Alsace-Lorraine, territoires que la France a perdus dans la guerre de 1870-1871 face à la Prusse. Des étudiants chinois ont lancé un mouvement de protestation en 1919 lorsque le Traité de Versailles a accordé au Japon la péninsule de Shandong, lieu de naissance de Confucius.

Pour nombre de Vietnamiens aujourd'hui, Hoang Sa (Paracel) et Truong Sa (Spratly), des archipels au large de la côte est du Vietnam évoquent le même genre d'émotions. Ces chaînes d'îles, dont la propriété est contestée par plusieurs pays, mais principalement occupés par la Chine et le Vietnam, ont été revendiquées par des dynasties impériales Vietnamiennes au cours des siècles passés.

Ils chevauchent des voies maritimes stratégiques dans la mer de Chine méridionale et sont soupçonnés de receler d'importants gisements de pétrole et de gaz. Récemment, la Chine a renouvelé l'affirmation de sa souveraineté sur l'ensemble de la mer de Chine du Sud – les eaux entre le Vietnam et les Philippines, et qui s'étendent vers le sud jusqu'à l'Indonésie – enflammant les passions nationalistes au Vietnam. Dans le même temps, la timide réaction de Hanoi face à la position de Beijing a suscité l'indignation populaire à l'intérieur du pays comme dans la diaspora.

Bien que tous les Vietnamiens, y compris les communistes au pouvoir, sont tout à fait conscient

des siècles de domination par leur grand voisin du Nord, le régime de Hanoi est en conflit sur la façon de traiter avec Beijing. Le gouvernement vietnamien s'appuie sur la Chine pour son soutien politique, photocopiant le modèle chinois de l'ouverture économique et fermeture politique. Il est peu enclin à critiquer ouvertement la Chine, craignant que cette critique vaut une condamnation à terme de lui-même.

Pour un parti qui est arrivé au pouvoir au nom de l'indépendance nationale, la légitimité du Parti communiste vietnamien risque de s'évaporer si les gens réalisent comment il place l'intérêt du régime avant celui de la nation. Dans une culture où l'histoire compte beaucoup, on approche de trois importants anniversaires qui inquiètent les dirigeants communistes du Vietnam.

## Honteuse concession

Il y a cinquante ans, la République populaire de Chine a publié une déclaration affirmant que l'ensemble de la mer de Chine du Sud était son un lac intérieur. Quelques jours plus tard, le 14 Septembre 1958, le Premier ministre du Nord-Vietnam Pham Van Dong a envoyé un courrier diplomatique à son homologue Zhou EnLai, approuvant la déclaration chinoise. La motivation des communistes de Hanoi était simple : ils avaient besoin du soutien militaire de la Chine dans la guerre contre le Sud-Vietnam soutenu par les États-Unis.

Toutefois, les communistes de



Duy Hoang rest membre du Comité Central du Viet Tan

Hanoi ont donné ce qui n'était pas en leur possession. Les Accords de Genève de 1954 ont divisé le Vietnam au niveau du 17ème parallèle. Aussi bien les Paracels et que les Spratley sont situés au-dessous du 17ème parallèle et appartenaient légalement au Vietnam du Sud. À ce jour,

Beijing utilise le courrier de Pham Van Dong pour appuyer ses revendications sur les archipels. Ce document, qui n'a jamais eu aucune force juridique, est publié sur le site du ministère des Affaires étrangères de la Chine dans le cadre d'un article intitulé « La reconnaissance internationale de la souveraineté de la Chine sur les îles Nansha (Spratly). »

Comme le 50ème anniversaire de la concession de Pham Van Dong approche, des militants au Vietnam exigent que le gouvernement de Hanoi dénonce officiellement ce courrier diplomatique. Il s'agit d'un débat public que les autorités ne souhaitent pas s'installer et il reste à voir quelle sera la réaction officielle. Si les dirigeants ne tiennent pas compte, ou pire encore, répriment ces aspirations, cela confirmera une hypothèse qui se répand de plus en plus selon laquelle les communistes de Hanoi ont été complices dans la cession des îles vietnamiennes à la Chine.

En novembre 2007, la Chine officialisa son annexion des Paracels et Spratlys en intégrant les deux archipels dans une nouvelle unité administrative (connu sous le nom de « Tam Sa ») régie par



la province de Hainan. Lorsque cette décision a été connue, des étudiants vietnamiens et des bloggers ont organisé des protestations sans précédent devant les représentations diplomatiques chinoises à Hanoi et à Saigon. Ces protestations se sont déroulé sur deux week-ends consécutifs jusqu'à ce que la police vietnamienne harcèle et arrête de nombreux organisateurs.

Comme le premier anniversaire de l'incorporation de Tam Sa approche, les jeunes Vietnamiens pourraient de nouveau descendre dans les rues. Cette fois, est-ce que le gouvernement fermera les blogs et emprisonnera les personnes qui défendent la souveraineté territoriale du Vietnam ? L'année dernière, Hanoi est devenu un membre du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Nombreux sont ceux qui se demandent si Hanoi utilisera son confortable siège pour plaider en faveur d'un règlement international du différend en mer de Chine méridionale.

### Les sacrifices du passé

Vers la fin de la guerre du Vietnam, la Chine a profité de l'affaiblissement de la position militaire du Sud-Vietnam pour s'attaquer aux archipels Paracel, où était cantonnée une garnison de troupes vietnamiennes. Dans la bataille navale du 19 janvier 1974 et les débarquements amphibies chinois, 53 marins et soldats vietnamiens ont perdu la vie

en défendant ces îles. Le gouvernement de Saigon a protesté contre cette invasion non provoquée, alors que le gouvernement de Hanoi a exprimé son soutien à l'action de la Chine contre ceux qu'elle appelle « les marionnettes de l'Amérique. »

Aujourd'hui, près de 35 ans plus tard, alors que la vieille propagande s'estompe, une évaluation équitable de l'histoire révèle une vérité qui dérange les dirigeants communistes à Hanoi. Au cours de la plupart des jours difficiles de la guerre civile du pays, le Sud, que les communistes ont toujours vilipendé, a vaillamment lutté pour conserver une partie de la patrie. Ceci contraste avec le manque de vision du Nord qui s'est félicité de l'occupation chinoise des Paracels pour servir son objectif militaire de court terme.

Dans les coutumes vietnamiennes, les ancêtres et les héros nationaux sont vénérés. Quelque 35 ans après la bataille des îles Paracel, les bloggers et les historiens au Vietnam commencent à revoir l'histoire. Cela crée un autre dilemme pour le régime : va-t'il empêcher les citoyens de débattre publiquement du passé ? Comment les autorités vont réagir face à des cérémonies du souvenir pour les 53 marins et soldats sud-vietnamiens qui sont morts au combat ?

### Deux conflits, une solution

Il y a vraiment deux conflits entremêlés découlant de la dispute sur les îles de la mer de Chine méridionale. Le premier conflit est entre la Chine, le Vietnam et d'autres pays ayant un intérêt dans la résolution de la dispute.

La soif de Beijing pour l'approvi-

sionnement en énergie et le désir d'acquérir une importance mondiale l'ont conduit à adopter une position de plus en plus agressive, menaçant la liberté de navigation, les droits de pêche et les contrats d'exploration de l'énergie. La question de la mer de Chine du Sud doit être soulevée au niveau des instances régionales et internationales où une solution pacifique acceptable pour toutes les parties puisse être atteinte.

Le deuxième conflit est entre les dirigeants du Vietnam et son peuple. Parce que les intérêts des deux ne sont pas nécessairement alignés, la manière d'aborder le problème diffère entre Hanoi et un nombre grandissants de Vietnamiens. Tout comme au niveau international, il est nécessaire d'avoir un débat libre et ouvert au sein Vietnam en ce qui concerne l'histoire des Paracels et des Spratlys ainsi que sur les moyens de résoudre les revendications du Vietnam.

La question de ces îles peut être explosive, et les dirigeants à Hanoi le savent. Au cours d'une réunion cet été, le Comité central du Parti communiste a débattu du mécontentement croissant parmi les étudiants et les intellectuels et de la façon de répondre à l'agressivité du gouvernement chinois, en vain.

La solution du problème de la mer de Chine méridionale est ouverte, un dialogue franc sur le plan international et au sein du Vietnam. Le régime de Hanoi doit être prêt à soulever cette question dans les instances internationales et le peuple vietnamien doit avoir le droit d'exprimer librement son point de vue sur cette question d'importance nationale.

L'échec du Parti communiste à défendre la souveraineté territoriale du Vietnam et son insistance à réprimer les expressions du patriotisme à l'intérieur soulève la question de la légitimité même de son pouvoir.





# Deux ans et demi de prison pour le blogueur Dieu Cay

## Une condamnation "injuste et infondée" selon Reporters sans frontières

### REPORTERS SANS FRONTIÈRES

**L**e 10 septembre 2008, le blogueur Nguyen Hoang Hai, plus connu sous le nom de Dieu Cay, a été condamné à deux ans et demi de prison pour "fraude fiscale" par un tribunal d'Hô Chi Minh-Ville. Les journalistes étrangers n'ont pas été admis au tribunal.

« Ce verdict montre à quel point la justice vietnamienne est dépendante du pouvoir exécutif. Le motif d' « évasion fiscale » dont est accusé Dieu Cay n'est qu'un prétexte pour faire taire sa voix, jugée trop critique à l'égard du gouvernement. Nous condamnons cette décision totalement injuste et infondée », a déclaré l'organisation.

L'un de ses avocats a confié à Reporters sans frontières que cette sentence était très lourde. Lors du procès, il a notamment démontré que la police n'avait pas respecté la procédure habituelle. « Dieu Cay a été arrêté avant même que les autorités vérifient le montant de la fraude. Dans ce genre d'affaire, il est d'abord demandé au fraudeur de payer l'amende. Il ne sera arrêté que s'il ne peut donner l'argent. Or, il n'a jamais été demandé à Dieu Cay de payer. Dans ma plai-

doirie, j'ai mis le rôle de la police en cause. Le juge lui-même m'a reproché de critiquer les autorités. Cette condamnation est une honte pour la justice vietnamienne », a-t-il déclaré à l'organisation. Toujours selon lui, « il s'agit d'une mise en scène grotesque » car la peine avait été fixée à l'avance, et l'assistance était composée de « figurants », installés bien avant le début du procès. Il a décidé de faire appel dans dix jours.

Dieu Cay a été arrêté à Hô Chi Minh-Ville le 19 avril dernier, sans motif. Les autorités l'ont inculpé de « fraude fiscale »

cinq jours plus tard. D'après le témoignage de son fils (cf. plus bas), Dieu Cay était étroitement surveillé depuis sa participation, début 2008, à des ma-

nifestations à Hô Chi Minh-ville pour protester contre la politique chinoise dans les archipels des Paracels et Spratley. Sa famille est harcelée par la police et ses biens ont été saisis.



Nguyen Hoang Hai, alias blogueur Dieu Cay dans une manifestation le 19 janvier 2008 à Saigon contre la Chine.

[contact@viettan.org](mailto:contact@viettan.org) — [www.viettan.org](http://www.viettan.org)

#### BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234  
San Jose, CA 95132 — USA  
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

#### ASIE

P.O. Box 223  
Shiba, Tokyo 105-91 – JAPAN  
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

#### EUROPE

BP203  
75624 Paris Cedex 13 - FRANCE  
Tél. / fax : (33) 1.56.30.96.12

#### AUSTRALIE

P.O. Box 791  
Bankstown, NSW 2200  
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

